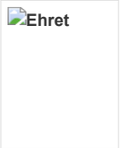
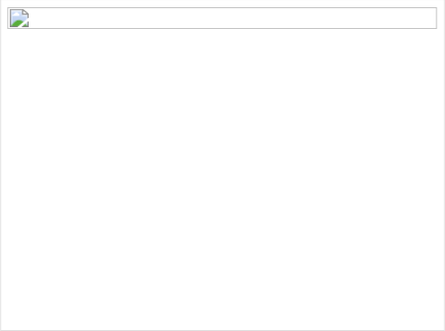
Pourquoi l'Occident a-t-il détruit sa propre base industrielle ?

Par Matthew Ehret – Le 23 juillet 2019 – Source Oriental Review

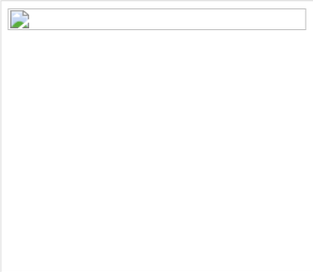


Avec le radical échec du Green New Deal de la Représentante Alexandria Ocasio-Cortez et les incroyables révélations de la NASA selon lesquelles la croissance industrielle a augmenté la biodiversité sur la terre, un puissant paradoxe se présente.



Depuis des décennies, on nous dit que l'activité industrielle de l'humanité est la cause directe du réchauffement de la planète et des milliers de milliards de dollars ont été consacrés à subventionner des fermes éoliennes, des biocarburants et des panneaux solaires inefficaces, à ainsi augmenter les coûts de l'électricité et réduire de façon catastrophique le potentiel productif des nations. La question doit donc être posée : *si l'argent est le moteur du capitalisme, pourquoi des milliers de milliards de dollars ont-ils été dépensés au cours des dernières décennies pour financer des activités « vertes » qui sapent intrinsèquement la base de la création de capital (c'est-à-dire, l'infrastructure et la production industrielle) ? Pourquoi l'« Occident capitaliste » s'est-il détruit ? Est-ce une question de folie ou quelque chose de plus insidieux ?*

L'Illusion *« post-industrielle »*



Depuis le flottement du dollar américain sur les marchés mondiaux en 1971 et la création du pétrodollar en 1973, le monde a connu un effondrement constant des emplois productifs dans le secteur manufacturier, des investissements dans les infrastructures, soit une planification à long terme d'une part et, d'autre part, une augmentation de la déréglementation, de la spéculation à court terme, des services financiers et des emplois à bas salaire dans le commerce de détail. Au cours de ce processus de déclin qui a suivi 1971, l'esclavage de la dette est devenu une norme tant dans les pays développés que dans les pays en développement, tandis que l'externalisation a provoqué la castration de la souveraineté nationale et une dépendance toujours accrue à l'égard de la *« main-d'œuvre bon marché »* et des *« ressources bon marché »* de l'étranger. Ce processus a même été appelé la politique de *« désintégration contrôlée »* du Président de la Réserve Fédérale Paul Volcker en 1978, au moment où il se préparait à relever les taux d'intérêt à des niveaux qui rendraient impossible pour une majorité de petites et moyennes entreprises agro-industrielles de concurrencer les firmes monolithiques. Le modèle le plus solide de cet effondrement a été révélé en 1996 par le regretté économiste américain Lyndon Larouche, et identifié sous le nom de *Triple courbe d'effondrement* (Triple Curve Collapse Function).

Certains ont qualifié cet effondrement d'*« échec de la mondialisation »*, mais cette dénomination est fausse : la mondialisation devrait plutôt être considérée comme un succès complet en ce sens que, *d'un point de vue descendant [de la pyramide sociale]*, il devient de plus en plus clair que les architectes de cette politique savaient exactement ce qu'ils entreprenaient. Cette entreprise était d'imposer un paradigme artificiel de jeu fermé/à somme nulle à une espèce humaine dont la caractéristique distinctive est la raison créatrice et la capacité à croître constamment et à se perfectionner à la surface de la terre et au-delà.

Et voici Maurice Strong

Une figure centrale dans la panoplie oligarchique des agents sociopathes qui ont programmé cette combinaison à somme nulle au fil des ans est Maurice Strong, un agent né au Canada. Bien qu'il soit mort en 2015, la vie et l'héritage de Strong valent la peine d'être étudiés, car ils offrent au lecteur actuel un aperçu puissant, quoique repoussant, des méthodes et des actions de l'agenda de l'État profond britannique, qui a tant manipulé l'histoire du monde dans la seconde moitié du XXème siècle.

Ayant traité dans des articles précédents du rôle de Strong comme un des recrues de Rockefeller dans les années 1950, roi du pétrole, vice-président de la *Power Corporation* vers 30 ans, contrôleur du Parti libéral, membre du Conseil privé, et fondateur de la politique néo-coloniale d'aide extérieure canadienne à l'Afrique, nous nous concentrerons ici sur le rôle que Strong a joué à partir de 1968 pour saper le potentiel contre-entropique du Canada et du monde en général. Car c'est à travers ce rôle que Strong a accompli son travail le plus précieux dans la perspective de l'agenda génocidaire de ses maîtres britanniques qui cherchent à réduire la population mondiale à une *« capacité de charge »* de moins d'un milliard.

Rio et la gouvernance planétaire

En 1992, Maurice Strong avait été chargé de diriger le deuxième Sommet de la Terre (le premier étant la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain de 1972, également présidée par Strong). Le Sommet de Rio ouvrit une nouvelle ère en confirmant la soumission des ONG et des entreprises à l'agenda éco-génocidaire de pénurie contrôlée, sous le masque du dogme de la *« durabilité »*. Cette doctrine fut formalisée à travers l'Agenda 21 et la Charte de la Terre, co-rédigée par Mikhail Gorbachev, Jim Macneill et Strong au cours des années 1990. Lors de l'ouverture du Sommet de Rio, Strong annonça que les pays industrialisés avaient *« développé et bénéficié de modèles non durables de production et de consommation qui ont produit notre dilemme actuel. Il est clair que les modes de vie et les habitudes de consommation actuelles de la classe moyenne aisée, qui induisent une consommation élevée de viande, la consommation de grandes quantités d'aliments congelés et préparés, l'utilisation de combustibles fossiles, d'appareils ménagers, d'air conditionné à la maison et sur le lieu de travail et le logement en banlieue, ne sont pas durables. Il faut adopter des modes de vie moins axés sur des habitudes de consommation dommageables pour l'environnement. »*

Dans un essai de 1992 intitulé *From Stockholm to Rio : A Journey Down a Generation*, publié par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Strong écrivait :

> *« Le concept de souveraineté nationale a été un principe immuable, voire sacré, des relations internationales. C'est un principe qui ne cédera que lentement et à contrecœur aux nouveaux impératifs de la coopération mondiale en matière d'environnement. Ce qu'il faut, c'est reconnaître que dans de nombreux domaines, et cela est particulièrement vrai pour les questions environnementales, il n'est tout simplement pas possible que la souveraineté soit exercée unilatéralement par des États-nations individuels, aussi puissants soient-ils. La communauté mondiale doit être assurée de sa sécurité environnementale. »*

Éradication de l'énergie nucléaire

Il est essentiel d'examiner le rôle de Strong dans l'affaiblissement du potentiel nucléaire du Canada, l'une des plus grandes lueurs d'espoir que l'humanité ait jamais eues de sortir des limites *« fixes »* de son développement. En effet, l'utilisation contrôlée de l'atome et la découverte subséquente de nouveaux principes universels associés à cette entreprise ont toujours représenté l'une des plus grandes menaces stratégiques pour la pensée oligarchique : en effet, celle-ci repose sur un système fermé de ressources fixes permettant à la fois de gérer les populations actuelles et de justifier la gouvernance mondiale sous des cadres logiques présentés comme *« objectifs »*. Les processus de fission et de fusion se situent à un niveau très éloigné de ces fameux paramètres fixes qui supposent que la *« capacité de charge »* de la Terre n'est pas supérieure à 2 milliards d'humains. Si l'humanité devait reconnaître sa capacité créative unique à transcender continuellement ses limites en découvrant et en créant de nouvelles ressources, aucun empire ne pourrait exister bien longtemps. Le Canada étant le deuxième pays à posséder une puissance nucléaire civile et une culture scientifique pionnière en physique et en chimie, le besoin de détruire ce potentiel était effectivement grand dans l'esprit de l'État profond britannique installé au Canada.

Pour avoir une meilleure idée du rôle d'opposition au nucléaire que Strong joua dans la politique scientifique canadienne, nous devons, en fait, revenir une fois de plus au règne de Strong au Ministère de l'aide extérieure en 1966.

Apartheid technologique pour l'Afrique

L'une des principales raisons pour lesquelles Strong fut nommé à la fonction publique du Canada pour diriger le Bureau de l'aide extérieure en 1966 était de saboter les efforts internationaux de grands scientifiques et d'hommes d'État pour faire du Canada un exportateur de ses réacteurs originaux CANDU. A partir de 1955, les grands patriotes au sein *d'Atomic Energy Canada Ltd*. (AECL) et du *National Research Council,* comme C.D. Howe et son collaborateur C.W. Mackenzie, cherchèrent à mettre l'exportation de technologie nucléaire à la disposition de pays en développement comme l'Inde et le Pakistan. Cette stratégie était vigoureusement encouragée par le Premier ministre John Diefenbaker, qui considérait également l'énergie atomique comme la clé de voûte d'une paix mondiale.

Les entités sous lesquelles ce transfert de haute technologie se produisit étaient à la fois le Plan Columbo et Atoms for Peace du Président Dwight Eisenhower. Cette approche progressive du développement international définissait la notion d'*« aide extérieure »* non pas en fonction des conditions du FMI, ni simplement en fonction de l'argent mais plutôt comme le transfert de la science et de la technologie les plus avancées aux pays pauvres avec l'intention explicite que toutes les nations atteignent une véritable souveraineté. C'est justement le modèle que la Chine a adopté aujourd'hui dans le cadre de l'initiative *La Nouvelle route de la soie.*

Lorsque Strong commença à travailler dans le domaine de l'Aide extérieure, puis créa l'Agence canadienne de développement international, la relation du Canada avec les PMA (pays moins avancés) se réduisirent à l'objectif de faire mûrir des *« technologies appropriées »* dans le cadre du monétarisme et d'une forme perverse d'analyse des systèmes. Aucune stratégie technologique ou d'infrastructure avancée, nécessaire à l'indépendance des anciennes colonies, ne fut autorisée, au nom du précurseur de ce qu'on a appelé plus tard la *« durabilité »* et la *« croissance zéro »*. Sous l'influence de Strong, le rôle du Canada fut dévoyé pour inciter les PMA à se soumettre aux *« conditions »* du FMI et aux réformes de leur bureaucratie exigées par l'OCDE pour recevoir des fonds. Au Canada comme dans les pays en développement, Strong était l'un des principaux agents qui supervisèrent la mise en œuvre de la stratégie de l'OCDE d'analyse des systèmes fermés pour la gestion des politiques nationales.

Du pétrole et des pandas

Dans son rôle de président de *Petro-Canada* (1976-1978), Strong appuya l'appel national à un moratoire nucléaire canadien qui avait été lancé par la *Canadian Coalition for Nuclear Responsibility* (Coalition canadienne pour la responsabilité nucléaire) en 1977. Ce document exigeait non seulement l'arrêt immédiat de tous les réacteurs alors en construction, mais soutenait également le sophisme selon lequel il serait possible de créer plus d'emplois si l'on utilisait des sources d'énergie et des méthodes de conservation *« écologiques »* plutôt que des combustibles nucléaires et fossiles. Demande vraiment, étrange venant d'un dirigeant pétrolier ! Mais en fait, pas tant que ça si on considère le rôle de Strong entre 1978 et 1981 comme vice-président du Fonds mondial pour la nature (WWF). Cette organisation avait été fondée par les monarchies britanniques et néerlandaises sur une initiative de *Royal Dutch Shell* en 1963. Strong en fut le vice-président au moment où le co-fondateur, Prince Phillip, en était le président.

Tout en dirigeant le Département de l'aide extérieure, Strong avait été en 1971 un membre fondateur du 1001 Club qui était une organisation internationale d'élite créée par le Prince Bernhard des Pays-Bas pour financer l'agenda écologiste émergent avec l'objectif d'une gouvernance mondiale. Le 1001 Club travaillait en tandem avec l'autre club secret que le Prince Bernhard avait fondé en 1954

sous le nom de *Bilderberg Group*. À ce titre, Strong contribua à recruter 80 Canadiens *« initiés »* au sein de cette société d'élite qu'on désigna sous le nom de *« jardin d'enfants de Strong »*. Les plus connus était Lord Conrad Black, Peter Munk de Barrick Gold et Sir Louis Mortimer Bloomfield de Permindex. Comme documenté ailleurs, ce dernier a été identifié au cœur du complot préparant l'assassinat du Président John F. Kennedy.

Strong décapite l'énergie nucléaire en Ontario

En 1992, Strong avait terminé son rôle à la tête du Sommet de la Terre de Rio au Brésil et était retourné dans son pays natal pour tenter d'achever le démantèlement du programme nucléaire canadien à travers sa nouvelle affectation comme président d'*Ontario Hydro*, un poste qu'il occupa de 1992 à 1995, sur l'invitation officielle de Bob Rae, alors Premier ministre Néo-démocrate de l'Ontario et frère de John Rae, l'un des administrateurs de *Power Corp*. Bob Rae fut par la suite chef du Parti libéral de 2011 à 2013 en prévision de la nomination de Justin Trudeau comme nouvelle figure de proue du parti en avril 2013.

Avec le programme nucléaire le plus ambitieux d'Amérique du Nord, l'Ontario s'avérait être une épine dans le pied du programme de croissance zéro exigé par l'Empire britannique et c'est alors que Strong fut mis en place. L'achèvement de l'énorme réseau de la centrale de Darlington en Ontario avait démontré ce que la planification scientifique à long terme pouvait accomplir avec succès, bien que le service public ait largement dépassé son budget. Les problèmes budgétaires qui se produisirent pendant une profonde récession en 1992 furent instrumentalisés par Strong pour *« restructurer »* l'entreprise provinciale d'électricité.

Les *« remèdes »* choisis par Strong pour résoudre les problèmes financiers *d'Ontario Hydro* entraînèrent l'annulation immédiate de tous les nouveaux projets de valorisation de l'énergie nucléaire planifiés, congédiant 8 des 14 administrateurs, et la réduction des l'entreprise, mettant à pied 14 000 employés, dont beaucoup étaient les techniciens les plus spécialisés et les plus expérimentés du nucléaire au Canada.

Avant de quitter son poste en 1995 à la suite de la chute du gouvernement de Bob Rae, Strong veilla à ce que son travail soit poursuivi par son remplaçant, Jim Macneill, qui dirigea *Ontario Hydro* de 1994 à 1997. Macneill avait été co-architecte de la Charte de la Terre et du génocidaire Agenda 21 pendant le Sommet de Rio ainsi qu'un agent de longue date de l'État profond. Sous Macneill, le mandat de Strong qui visait à fermer sans nécessité huit réacteurs en vue de leur remise à neuf fut exécuté de façon définitive en 1997, tandis qu'*Ontario Hydro* elle-même fut scindée en trois entités distinctes. En raison de la perte irréparable de personnel spécialisé et de compétences, Strong et MacNeil laissèrent *Ontario Hydro* et *AECL* mortellement blessés pour les années à venir.

A la surprise générale, *AECL* et les services publics de l'Ontario furent en mesure de remobiliser leurs forces restantes afin de parvenir à la remise à neuf de tous les réacteurs (après leur rachat par la plus grande entreprise de construction du Canada, *SNC-Lavelin*). Le dernier fut relancé en octobre 2012 et alors même que le moratoire canadien sur l'énergie nucléaire se poursuivait, grâce à la prise de contrôle de *SNC-Lavelin* en 2011, une amorce de coopération sur la construction nucléaire internationale, en partenariat avec la Chine, commença en juillet 2014 au grand dam de Strong[1]

Strong échoue à infiltrer la Chine

Pendant une bonne partie du XXIème siècle, les talents de Strong furent mis à profit pour tenter de renverser les aspirations au développement asiatique, et l'alliance eurasienne formée autour de la grande idée économique émergente de *La Nouvelle route de la soie*. Strong fut employé à l'Université de Pékin comme professeur honoraire et président de la *Fondation environnementale* ainsi que président du *Conseil consultatif de l'Institut de recherche sur la sécurité et la durabilité en Asie du Nord-Ouest*.

— *Strong en 2010, essayant de convaincre le gouvernement chinois de se suicider en s'imposant des plafonds de carbone.*

Face à la débâcle de l'économie transatlantique, les Chinois résistèrent avec succès au programme du Green New Deal qui exigeait la soumission de leur souveraineté nationale au *« nouvel ordre mondial »* de croissance zéro et de dépeuplement. Malgré cette pression, la forte tradition de confucianisme et son engagement en faveur du progrès ont exprimé leur puissante influence dans les différentes branches de le classe dirigeante chinoise, qui voit le seul espoir de survie de la Chine dans son partenariat stratégique avec la Russie et des mégaprojets à long terme pour sortir sa population de la pauvreté et la projeter dans le XXIIème siècle.

Parlant de l'importance des Nouvelles routes de la soie combinée à l'Union Économique Eurasienne et aux BRICS, le Président Xi Jinping a déclaré en 2017 :

> *« Nous devrions favoriser un nouveau type de relations internationales qui font appel à une coopération gagnant-gagnant, et nous devrions forger des partenariats de dialogue sans confrontation et d'amitié plutôt que d'alliance. Tous les pays devraient respecter la souveraineté, la dignité et l'intégrité territoriale des autres, leurs choix de développement et leurs systèmes sociaux, ainsi que leurs intérêts fondamentaux et leurs préoccupations majeures. […] Dans le cadre de la* Nouvelle route de la soie*, nous n'aurons pas recours à des manœuvres géopolitiques dépassées. Ce que nous espérons réaliser, c'est un nouveau modèle de coopération gagnant-gagnant. Nous n'avons pas l'intention de former un petit groupe au détriment de la stabilité, ce que nous espérons créer est une grande famille de coexistence harmonieuse. »*

La Nouvelle route de la soie, dont les médias occidentaux parlent si peu, est apparue comme une véritable opposition à la folie bipolaire du militarisme/monétarisme occidental de droite d'une part et au malthusianisme de gauche sous les formes de *« Green New Deals »* d'autre part. Des milliers de milliards de dollars de crédit dans de grands projets d'infrastructure en Eurasie, en Afrique et en Amérique latine ont déclenché une très grande explosion d'optimisme culturel et de productivité. Or, si la population et les dirigeants occidentaux agissent avec la passion et la sagesse voulues, il y a ici une très bonne opportunité de débarrasser l'humanité de l'héritage de Maurice Strong.

Matthew Ehret

Traduit par Stünzi relu par Hervé pour le Saker francophone

1. Ce qui est encore plus surprenant, c'est que l'argument clé brandi par le moratoire de 1977 pour justifier l'annulation des constructions nucléaires au Canada était que les déchets nucléaires étaient impossibles à gérer autrement que par un enfouissement d'un million d'années tandis que le plutonium 238 sous-produit créé par l'énergie nucléaire pourrait être utilisé pour les armes. Avec les accords SNC-Lavelin/Chine, une stratégie de mise en œuvre de la clôture du cycle du combustible utilisant des combustibles recyclés et réutilisés a été lancée d'une part alors que d'autre part, le concept CANDU permettait dorénavant l'utilisation du thorium, plus abondant, comme une alternative à l'uranium ne créant pas de plutonium et donc aucune menace d'utilisation d'armes. ↩

6 704

Envoyer l'article en PDF Entrez l'adresse e-mail Envoyer

Ce contenu a été publié dans **Canada**, **Comprendre la Chine**, **Ecologie**, **Energie nucléaire**, **Energie-Pétrole-Gaz**, **Etat Profond**, **Route de la soie** par **Michel**. Mettez-le en favori avec son **permalien**.

3 RÉFLEXIONS SUR « POURQUOI L'OCCIDENT A-T-IL DÉTRUIT SA PROPRE BASE INDUSTRIELLE ? »

Ping : Pourquoi l'Occident a-t-il détruit sa propre base industrielle? – les 7 du quebec

Ping : Le Malthusianisme contre les « Routes de la Soie : décrypter les discours officiels! | «tribune marxiste-léniniste

Ping : Pourquoi l'Occident a-t-il détruit sa propre base industrielle? – les 7 du quebec

Les commentaires sont fermés.